

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

Séance du 27 mai 2024 à 19H00

Correspondant : Delphine Bouckaert – Référence : Ref. 20240527/47

Présents : Maxime DAYE, Bourgmestre - Président;
Léandre HUART, Ludivine PAPLEUX, Echevins;
Bénédicte THIBAUT, Présidente du CPAS;
André-Paul COPPENS, Olivier FIEVEZ, Angélique MAUCQ, Echevins;
Jean-Jacques FLAHAUX, Martine DAVID, Michel BRANCART, Yves GUEVAR, Pierre
André DAMAS, Henri-Jean ANDRE, Nathalie WYNANTS, Christophe DECAMPS, Guy DE
SMET, Anne-Françoise PETIT JEAN, Christiane OPHALS, Muriel DE DOBBELEER,
Martine GAEREMYNCK, Eric BERTEAU, Pierre-Yves HUBAUT, Agnès MUAMBA
KABENA, Laurent LAUVAUX, Sabine CORNELIUS, Christine KEIGHEL-EECKHOUDT,
Conseillers Communaux.
Bernard ANTOINE, Directeur Général.

Excusé(s) : Nino MANZINI, Laurent LAUVAUX, Conseillers Communaux.

Objet n°47 - Question orale de Monsieur le Conseiller Pierre-Yves HUBAUT relative à l'ASBL REVOLTH

L'Assemblée générale prend connaissance de la question orale de Monsieur le Conseiller Pierre-Yves Hubaut relative à l'ASBL REVOLTH.

Monsieur le Bourgmestre,
Monsieur le Directeur général,
Mesdames, Messieurs les Échevins et Présidente du CPAS,
Mesdames, Messieurs les Conseillers,

Depuis plusieurs années maintenant la multinationale ELIA fait planer de grandes inquiétudes sur plusieurs communes avec le fameux projet de « Boucle du Hainaut ».

L'arrivée souhaitée par cette entreprise de lignes à haute tension perchées sur des piliers de 60 mètres dans nos campagnes s'apparente en effet à un scénario catastrophe.

Un projet de tracé avait été proposé impactant fortement 14 communes de la région.
Récemment, nous avons eu la désagréable surprise d'apprendre qu'un second tracé est maintenant proposé impactant plus de 20 communes et plus de 700.000 habitants.
L'inquiétude de nos citoyens n'a dès lors fait qu'augmenter.

Dans ce cadre, l'ASBL REVOLTH a tenu, ce jeudi 23 mai, une réunion citoyenne où de très nombreux citoyens et certains groupes politiques étaient représentés.

Il est évident que la ville ne peut soutenir financièrement une ASBL comme REVOLTH étant donné le conflit d'intérêt.

Cependant, ne pourrions-nous pas prévoir de l'espace pour cette ASBL dans nos canaux de communication comme le BRAINE NOTRE VILLE par exemple ?

Je vous remercie chaleureusement par avance pour votre réponse.

Monsieur le Bourgmestre Maxime DAYE répond à la question

On est dans l'étude du rapport d'incidence environnementale fait par un bureau d'étude indépendant qui a été plus loin que le tracé envisagé dans un premier temps puisque, désormais, plusieurs tracés alternatifs sont envisagés qui passe davantage par Braine-le-Comte et Ecaussinnes.

L'ASBL Revolth dont on peut souligner le sérieux et qui a tenu une réunion où nous étions très nombreux, citoyens et 3 groupes politiques. On aurait envie d'être membre de l'ASBL mais on ne peut pas. Il y aurait un conflit d'intérêt qu'Elia pourrait utiliser contre nous.

Il n'y a cependant pas de problème à ce qu'une présentation de l'ASBL soit réalisée de manière rédactionnelle en y ajoutant les coordonnées de l'association pour les citoyens désireux de les contacter. Quant aux actions que nous pouvons encore réaliser, les nouvelles ne sont pas bonnes puisque la Ville n'a pas d'avis à émettre dans la procédure actuelle.

Que pouvons-nous encore faire ? Pour l'instant, la ville n'a pas d'avis à soumettre car on est dans la procédure du RIE. Quand l'étape du RIE sera bouclée, ce rapport sera entre les mains du ministre qui devra lui définir son sort. Il déterminera alors s'il est opportun de passer à l'étape suivante, celle des enquêtes publiques ou d'aller plus loin dans les études. Commune après commune, les citoyens pourront alors à nouveau faire entendre leur voix. Si ce n'est le cas, on pourrait alors aller vers des études complémentaires pour envisager un enfouissement ou des tracés alternatifs.

Je n'ai pas de problème que les groupes politiques puissent faire une motion et se rallient à l'idée du courant alternatif, s'opposer au corridor, ou encore pour avoir d'autres corridors dont notamment autour des autoroutes.

Et la balle est dans le camp des chefs de groupes et comme on aura passé les élections, les affaires courantes pourront alors être dépassées.